

Initiatives parlementaires

très faible qu'un fou en Union soviétique décide d'envoyer des missiles sur l'Amérique du Nord ou qu'un accident ne déclenche le lancement d'un missile, il est impossible scientifiquement ou technologiquement de nous protéger contre cela grâce aux systèmes actuels du NORAD ou tout autre système.

Même les partisans de l'Initiative de défense stratégique des États-Unis ne prétendent pas que ce programme permet d'assurer la protection voulue contre ce genre d'attaque accidentelle ou terroriste.

Le moment est venu de réexaminer complètement et de modifier notre système de défense aérienne de l'Amérique du Nord. Il suffit de se baser sur les observations du secrétaire d'État aux Affaires extérieures de l'époque pour savoir comment nous allons modifier ce système, car le moment est venu pour nous de négocier de toute urgence un accord de sécurité sur les régions polaires.

L'Union soviétique a maintenant un besoin désespéré de notre aide sur les plans économique et social. Il ne serait pas déraisonnable et, en fait, il est essentiel, de lier cette aide à l'adhésion de l'Union soviétique à une entente qui, signée par le Canada, les États-Unis et d'autres pays des régions polaires, tendrait à mettre en place un système de sécurité tout à fait différent de celui qui existe depuis 40 à 50 ans et qui est maintenant tout à fait dépassé.

Le gouvernement nous montre la voie à cet égard. Je l'invite à répondre plus rapidement.

Gorbatchev lui-même a déclaré en 1989, à Mourmansk, que c'était là la voie que son pays souhaitait suivre. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures de l'époque a accepté la proposition en question dans le discours même dont je viens de vous citer des passages. Cependant, le gouvernement n'a pris depuis aucune mesure pour aller plus loin dans ce sens. En fait, il a décidé de renouveler l'Accord du NORAD sans exiger au préalable que cela soit le dernier renouvellement de l'accord. Le gouvernement n'est pas pressé, semble-t-il, de changer sa façon de concevoir la défense de l'Amérique du Nord.

Le gouvernement ne donne pas suite aux recommandations du comité qui l'avait invité à procéder à un examen public et complet de sa politique. Il demeure tout à fait silencieux là-dessus. Il continue de consacrer des centaines de millions de dollars par année au NORAD. Au cours de la présente année financière, nous allons dépenser environ 500 millions pour le NORAD. Un très

coûteux programme de modernisation des installations du NORAD est actuellement en cours. Il reviendra, au total, à 1,214 milliard aux contribuables canadiens et il reste 500 millions à dépenser.

Rien ne semble indiquer que le gouvernement ait l'intention d'éviter ces dépenses et de dire que le moment est venu d'économiser de l'argent et d'envisager d'autres méthodes de défense de la souveraineté canadienne, de surveillance du nord et de protection de la sécurité de la région polaire.

Cette motion demande au gouvernement de mettre en oeuvre un processus de retrait du NORAD, en avisant les Américains maintenant que l'accord doit se terminer, ce qui mettrait en branle une série de discussions avec le gouvernement des États-Unis d'Amérique. L'un des principaux problèmes, c'est que les Américains semblent considérer que le NORAD doit continuer comme si de rien n'était.

C'est pour cela qu'il est important de dire aux Américains que nous voyons l'avenir du Nord et la participation canadienne à la sécurité continentale de façon différente.

La situation n'est plus la même. Le monde a évolué. Il est maintenant nécessaire que le gouvernement change aussi. Je demande à la Chambre d'appuyer pleinement la motion proposée, pour voir s'il ne serait pas possible de faire des progrès là-dessus.

Il y a beaucoup de questions qui se posent, et si je le puis, monsieur le Président, je voudrais citer M. Ken Lewis, le président de l'Association des industries aérospatiales du Canada, qui posait justement certaines de ces questions lorsqu'il est venu témoigner devant le comité. Et cela vient de l'industrie aérospatiale:

Premièrement l'Union soviétique risque-t-elle d'attaquer l'Amérique du nord et d'autres pays et, dans l'affirmative, dans quelles circonstances? Sinon, en quoi consiste la menace. Et si la menace n'existe plus, le Canada doit-il se retirer de l'accord de défense de l'Amérique du nord en ne renouvelant pas l'accord NORAD et dans ce cas quels seraient nos besoins en matière de défense aérospatiale?

Voilà la nature des questions que même l'industrie aérospatiale se pose. On peut dire aux députés de la majorité, qui se voient comme les amis de l'industrie aérospatiale, que même cette industrie a besoin de savoir où nous allons. Le gouvernement ne peut plus continuer à faire l'autruche. Il doit agir, et la Chambre pourrait lui montrer la voie en adoptant la motion d'aujourd'hui.

M. Patrick Boyer (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, selon notre premier ministre, le Canada n'aspire pas à devenir